



HAL
open science

“ Quand le sexe s’impose. Retours sur une ethnographie (de) militante en terrain vert ”

Vanessa Jérôme

► To cite this version:

Vanessa Jérôme. “ Quand le sexe s’impose. Retours sur une ethnographie (de) militante en terrain vert ”. Aux marges de l’enquête. Retour sur les matériaux mis au placard, 2015, Nantes, France. halshs-02311262

HAL Id: halshs-02311262

<https://shs.hal.science/halshs-02311262>

Submitted on 10 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vanessa JÉROME

Post-doctorante au LabEx TEPSIS/EHESS-CESSP

**Journées d'étude CENS — CURAPP — Université de Nantes
1^{er} et 2 octobre 2015**

« Aux marges de l'enquête. Retour sur les matériaux mis au placard »

*

**« Quand le sexe s'impose.
Retours sur une ethnographie (de) militante en terrain vert »**

Dévoiler les représentations ainsi que les pratiques amoureuses et sexuelles des militants politiques paraît, à bien des égards, délicat. Forcée de constater leur rôle structurant dans l'inégale professionnalisation des militants verts, j'ai pourtant, dans ma thèse, puis dans un article récemment paru, accepté de les prendre en compte¹. Décrivant l'effet inégalement rétributif des différents types de conjugalités², j'ai démontré que dans ce parti supposément plus féministe et plus attentif aux inégalités de genre que beaucoup d'autres, se réaffirmaient, notamment à l'occasion des investitures, la force normative de l'hétérosexualité et des conceptions les plus dominantes de la virilité et de la séduction.

Enquêtant par la suite auprès des collaborateurs d'élu(s) EELV de l'Assemblée nationale pour approfondir mes réflexions sur les trajectoires de professionnalisation politique³, je me suis trouvée ressaisie par la part sexuelle des relations partisanes, et ce à double titre.

L'un concerne directement mon objet de recherche. Écoutant les récits des jeunes collaborateurs, j'ai en effet pu saisir le rôle croissant de la cooptation dans l'obtention de ce type de poste et découvrir que cette dernière s'autorise généralement de relations antérieures, vécues dans le cadre de l'organisation de jeunesse verte — *Les Jeunes écologistes* — dans laquelle la force des interactions amoureuses et/ou sexuelles semble être, ces dernières années, plus prégnante⁴.

Élargissant de ce fait mon terrain d'enquête aux *Jeunes écologistes*, j'ai été prise dans un ensemble d'interactions que je qualifierai de « potaches ». Si elles ont parfois compliqué

1 Vanessa JÉROME, *Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières partisanes chez Les Verts et Europe écologie-Les Verts*, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014 et « Les liaisons (in)fructueuses. Effets différenciés des conjugalités et des sexualités sur la professionnalisation politique des militants verts », *Politix*, vol.27, n°107, 2014, pp. 143-160.

2 « L'entreprise politique réciproque », qui unit deux militants très engagés, hétérosexuels, le plus souvent mariés, qui font carrière en même temps en veillant à ne pas se concurrencer dans les luttes internes pour les investitures ; « l'entreprise personnalisée solidaire », qui permet au membre du couple le mieux doté en capitaux politiques de faire carrière grâce au soutien plus ou moins affiché de sa/son partenaire ; et, enfin, « le duo fantasmé ». Ce dernier caractérise quelques hommes ou femmes dont les partenaires sont inconnus des membres du parti, et dont le récit de la carrière se fait, en conséquence, au gré des récits que construisent, à leur propos, les militants dont « l'agir rumorale » est le plus prononcé (cf Philippe ALDRIN, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF, 2005).

3 Cette enquête fait l'objet de mon post-doctorat au LabEx TEPSIS-EHESS/CESSP.

4 Voir Vanessa JÉROME, « Collaborateur d'élu(s) : une voie toute tracée ? », communication au congrès de l'Association française de science politique, juin 2015.

mes interactions sur le terrain — et ceci pourrait faire l'objet d'une analyse en soi — elles m'ont permis de recevoir nombre de confidences et d'entendre le récit de plusieurs « affaires ». Considérées au départ comme des anecdotes, elles m'ont finalement permis de comprendre les tensions qui organisent la socialisation de ces jeunes militants et, au-delà, l'inégale écologisation de leurs représentations et de leurs pratiques politiques.

À partir de l'affaire dite « des couilles de François Hollande », je souhaite tout d'abord donner à voir les effets à la fois inégaux et différenciés de la socialisation des militants par l'organisation *Jeunes écologistes*. Pris en tension entre leur volonté de médiatisation et celle de se démarquer des autres organisations de jeunesse partisanes, ils ont en effet non seulement rendu visible leur inégale soumission aux logiques médiatiques mais aussi mis en question la pluralité de leurs modes d'« être écologiste » et de leur conception du pouvoir à l'intérieur de l'organisation (I). La crise suscitée par cette « affaire » a par ailleurs conduit les militants, ce que je montrerai ensuite, à prendre conscience de la prégnance des rapports sociaux de sexe au sein de leur organisation, et à tenter d'apporter une réponse institutionnelle aux inégalités et aux violences que ces rapports supposent (II).

L'affaire « des couilles de François Hollande », emblématique à plus d'un titre, m'a ainsi permis de comprendre une part importante des effets de socialisation et des complexités organisationnelles qui structurent *Les Jeunes écologistes*, lesquels m'auraient sûrement échappés si je n'avais pas pris au sérieux la part sexuelle de l'humour « décalé » qu'ils continuent, par ailleurs, de revendiquer.

*

1/ Les « couilles de François Hollande » sont-elles écologistes ?

À l'automne 2013, le groupe local d'Ile-de-France des *Jeunes écologistes* bénéficie d'une visibilité et d'une dynamique insufflée par la nouvelle équipe exécutive, élue en juin 2011. D'autant plus central dans l'organisation de jeunesse qu'il est le groupe le plus important en nombre de militants (plus de 100 sur les 300 revendiqués à l'époque)⁵ et que les statuts consacrent la structuration fédérale des *Jeunes écologistes*, le groupe francilien se caractérise par des liens amicaux très forts et une volonté de commune de donner un nouveau souffle à sa stratégie de communication. L'un des militants, engagé sur les questions de communication et le co-coordonateur du groupe de l'époque en témoignent :

« Moi je considère que pour gagner, il faut entrer dans la tête des gens [...] J'ai toujours considéré le groupe comme un laboratoire, un lieu d'expérimentation [...] Comme on n'avait pas d'argent, il fallait être créatif et comme peu de gens avaient des idées, on avait les mains libres ». Victor⁶, chargé des visuels et de la stratégie de communication⁷.

5 Ce groupe reste comporte aujourd'hui 150 militants sur les 500 désormais revendiqués.

6 Les prénoms ont été changés afin de préserver l'anonymat des enquêtés.

7 Pour cette citation et les suivantes, entretien du 13.02.2015.

« On n'était le groupe le plus important, le groupe vitrine. [...] J'avais demandé à Victor de faire des visuels [...] On avait un boulevard ! ». Alessandro, co-coordonateur du groupe Ile-de-France⁸.

Lassés de ce qu'ils considèrent comme des renoncements du président François Hollande et de son gouvernement sur les questions environnementales, les *Jeunes écologistes* franciliens décident d'une action de communication pour dénoncer le recul du gouvernement sur l'écotaxe. Le jour de cette annonce, Alessandro passe commande à Victor d'un visuel choc, dont l'objectif est de dénoncer le manque de courage du Président. Dans la journée, le visuel ci-dessous est réalisé et diffusé sur la page Facebook du groupe, après approbation par l'ensemble des membres du bureau exécutif paritaire des *Jeunes écologistes* d'Ile-de-France, à l'exception d'une militante, Pauline. En déplacement professionnel, elle n'a pas pu voir le visuel et s'est contentée de faire confiance à ses amis qui la prévenaient, sans plus de détails et par téléphone, de la publication imminente d'un visuel annoncé comme « osé ».



Dévoilé à 18h15, heure du pic d'affluence sur les réseaux sociaux, le visuel, aux dires de mes enquêtés, « cartonne », « fait le buzz », est particulièrement « viral ». Dans un premier temps, la réception est positive et les messages qu'Alessandro et Victor reçoivent de la part de leurs amis non militants saluent unanimement ce coup de communication. Mais très vite, les réactions négatives de nombreux *Jeunes écologistes* prennent à revers l'enthousiasme premier d'Alessandro et de Victor, et inaugurent le premier temps de la crise. « Moche », « sexiste », « vulgaire », ce visuel choque beaucoup de militants socialisés par l'organisation de jeunesse, qui, s'ils revendiquent une communication plus « créative » et plus « subversive » que leurs homologues du *Mouvement des jeunes socialistes* ou des *Jeunes populaires*, trouvent cette action indigne de leur engagement, contraire à leurs valeurs et, à ce titre, contre-productive. Un militant, par exemple, trouve que « cette campagne est une erreur sur le fond, une vision sexiste virilisante de l'action politique, comme si on demandait un homme politique ».

⁸ Pour cette citation et les suivantes, entretien du 17.06.2015.

paternaliste et autoritaire, bref, [c'est] un très grave retour en arrière»⁹. Ce type de réaction n'est pourtant pas unanime, certains militants trouvant ce visuel « *drôle malgré tout* », ou soulignant que si cette action est « *extrêmement provoc et quelques peu sexiste, un peu de second degré ne fait parfois pas de mal* ».

En dépit du succès médiatique, Alessandro, sous le coup des nombreux messages désapprobateurs qu'il reçoit et qu'il qualifie de « *violents* », retire le visuel. Victor, approuvant ce retrait, envoie quant à lui un mail de démission, considérant qu'il a fait ici « *plus qu'une erreur de communication, [...] une faute morale* », ou encore, comme il l'affirme lors de notre entretien, « *une faute professionnelle* »¹⁰. Découvrant le visuel en même temps que les commentaires qui l'accompagnent, Pauline, co-coordinatrice du groupe francilien, dont l'engagement féministe est (re)connu par tous ses camarades, fait également part à Alessandro de son mécontentement :

*« J'ai eu une sacrée explication avec Alessandro ! [...] Si j'avais été là, je n'aurai jamais laissé passer ça ! J'aurai dit non. Et je crois qu'Alessandro le savait »*¹¹.

Elle se déclare malgré tout solidaire de ses camarades, et fait front, à leurs côtés, pendant le deuxième temps de la crise.

Resté moins d'une heure en ligne, le visuel a été capté par une journaliste de *Politis*, et circule largement. Les articles de presse sur « la campagne avortée des *Jeunes écologistes* » se succèdent le soir du retrait et durant toute la journée du lendemain ; Pascale Clark l'évoque dans son émission matinale *Comme on nous parle* sur *France inter* et le visuel est même présenté par Antoine De Caunes au Grand journal de *Canal+*¹². Interrogé dès le matin par les journalistes de l'*AFP*, de *Politis*, de *Rue89* ou encore du *Figaro*, Alessandro plaide, comme la veille sur la liste de discussion interne des *Jeunes écologistes*, l'erreur de communication, la « *bourde* » ; il fait son *mea culpa* sur le caractère sexiste du message et nie toute intervention supposée de la ministre Cécile Duflot dans la décision du retrait¹³.

Dans le même temps, Maxime, alors co-secrétaire fédéral du mouvement, a lui aussi été contacté pour répondre, au nom des *Jeunes écologistes* au niveau national, de cette action de communication pour laquelle il n'a pas été consulté et qu'à titre personnel il déplore. Impulsée par le groupe francilien, elle décrédibilise en effet, selon lui, le mouvement dans son ensemble, auprès du grand public et des potentiels adhérents aux *Jeunes écologistes*, mais aussi des autres organisations de jeunesse et des syndicats étudiants avec qui les relations sont déjà compliquées. Pour preuve, le communiqué de presse du *Mouvement des jeunes socialistes* reproduit dans l'encart ci-

9 Les citations de militants que je n'ai pas interrogé directement sont extraites de conversations informelles et/ou de messages postés sur les listes de discussion au moment de l'événement.

10 Titulaire d'un Master 1 en communication politique et publique, et pouvant se targuer de plusieurs expériences professionnelles dans ce secteur, Victor produit ici un récit théâtralisé et sacrificiel mais crédible de justification de sa sortie de l'organisation de jeunesse écologiste. D'autant que le visuel, réalisé dans l'urgence, est un plagiat d'une publicité existante.

11 Pour cette citation et les suivantes, entretien du 17.06.2015.

12 Antoine De Caunes a proposé à son invité du jour, Frédéric Mitterrand, de réagir en direct. S'exécutant, ce dernier affirmera ne pas avoir d'avis sur les parties du Président puisqu'il « ne les a jamais vues ».

13 Cécile Duflot a découvert le visuel sur les bancs de l'Assemblée nationale où elle siège pour une séance de questions au gouvernement, alertée par un ministre socialiste qui le considère comme une agression politique.

après qui, politisant l'action de communication, en fait un marqueur symbolique dans le débat, plus général, relatif à la solidarité gouvernementale des EELV.

Amis Jeunes Écologistes, ne vous trompez pas de combat !

C'est avec consternation que les *Jeunes Socialistes* ont découvert la dernière campagne digitale des *Jeunes Écologistes* d'Ile de France. Bien que nous saluons la rapidité avec laquelle il a été retiré, ce visuel nous montre une fois de plus que, loin de vouloir "faire de la politique autrement", les *Jeunes Écologistes* tombent dans les travers qu'ils critiquent eux-mêmes : faire le buzz pour le buzz.

Nous appelons les *Jeunes Écologistes* à se focaliser sur notre véritable adversaire, la droite et l'extrême droite, plutôt que de taper sur son propre camp et de mettre en danger la majorité socialiste et écologiste. Nous les appelons en outre à soutenir les mesures du gouvernement pour mettre en œuvre la *Priorité Jeunesse*.

Nous reconnaissons aux *Jeunes Écologistes* un droit à l'erreur, et les appelons à s'excuser publiquement auprès du Président de la République, car faire partie de la majorité gouvernementale implique de tourner trois fois sa langue dans sa bouche avant de s'exprimer.

En désaccord sur le fond avec l'action lancée par ses camarades et craignant qu'elle ne participe à l'infériorisation du mouvement dans les champs médiatique et politique, Maxime se désolidarise donc, par voie de presse, du groupe francilien. Il officialise de ce fait non seulement la fracture qui structure à ce moment les points de vue des militants mais rend également visible l'opposition entre l'échelon national et l'échelon régional de l'organisation.

À ce stade, l'événement a pris une ampleur médiatique imprévisible et provoqué une crise interne à laquelle les militants directement impliqués dans « l'affaire » se font un devoir de mettre fin. Une réunion de crise est donc organisée par les exécutifs nationaux et régionaux. Son enjeu réside dans la rédaction d'un communiqué de presse (voir l'encart ci-après) dont l'objectif est double : minimiser l'impact de cette action de communication et réaffirmer le message auquel les *Jeunes écologistes* tiennent tous, celui du manque de courage politique du Président.

Couilles ou ovaires, l'important c'est le courage politique !

Lundi midi, après plusieurs péripéties, Jean-Marc Ayrault annonce la suspension de l'écotaxe, une mesure pourtant avancée depuis 2009. Si nous n'étions pas entièrement d'accord sur la manière dont elle devait être appliquée, elle était un premier pas bienvenu vers une fiscalité écologique intelligente. En incitant à préserver notre planète, en privilégiant les transports moins polluants sans pénaliser les petits transporteurs, en relocalisant l'économie et les emplois, l'écotaxe permet, à son échelle, ce changement de modèle que nous portons. Or, avec cette énième reculade du gouvernement et du président de la République, la déception s'est amplifiée et la colère nous est montée au nez. Certains ministres nous avaient déjà montré leur capacité à changer de bord au gré des vents lobbyistes, mais là, c'était le renoncement de trop. Il y a un moment où, à force de vouloir rafistoler la courbe des sondages, la boîte à outils ne sert plus qu'à faire du bricolage opportuniste. D'où l'idée de frapper fort, d'exprimer notre colère et notre déception avec une image qui marque avec humour tous les citoyens qui attendent de vraies avancées sociales et environnementales de leur gouvernement.

Derrière cette image reste un message essentiel

Une "image qui marque", les Jeunes Écologistes d'Ile-de-France en ont trouvée une. Peut-être marquait-elle un peu trop. La métaphore couillue n'était pas du goût de tous et toutes... Nous regrettons qu'elle ait pu prendre aux yeux de certain-e-s un sens que nous ne souhaitons surtout pas lui donner. Mais nous regrettons également qu'il n'y ait qu'avec de tels visuels que les grands médias s'intéressent à notre combat et à nos propositions. Car derrière une expression reste un message essentiel : le désarroi de la gauche et de cette jeunesse qui ne sait plus qu'attendre du changement promis il y a un an et demi. Quelques preuves de courage ont pourtant été montrées : le mariage pour tous, les 60.000 postes supplémentaires dans l'Éducation nationale, la loi ALUR. Mais, ces avancées ne sont pas assez nombreuses. Sur encore trop de sujets centraux, nos responsables politiques tergiversent : la transition énergétique est reportée et le droit de vote des étrangers aux élections locales a été remis au placard. La séparation des banques de dépôt et d'investissement a été enterrée, tout comme la grande réforme fiscale ou la mise en place rapide d'outils pour une vraie régulation de la finance. Les langues régionales sont méprisées, la réduction de la "vie chère" en Outre-mer tarde à venir et la décentralisation s'effectue *a minima*. Que représente un visuel maladroit face à ce qui ressemble à un grand renoncement de la gauche ?

L'important, c'est d'avoir du courage politique !

Nous aimerions que Jean-Marc Ayrault et François Hollande soient aussi prompts à écouter les mobilisations citoyennes pour une réforme plus juste du système des retraites, contre Notre-Dame-des-Landes ou encore celles pour la sortie du nucléaire. Le candidat François Hollande avait pour ambition que la jeunesse vive mieux en 2017 qu'en 2012. Nous ne demandons qu'à le croire, comme nous ne demandons qu'à soutenir le gouvernement et le président de la République. Mais le compte n'y est pas. Avec un cap clair et cohérent, ce quinquennat doit répondre aux défis sociaux et écologiques de notre temps. La force du changement ne se puise pas dans un pragmatisme populiste, mais dans une volonté politique assumée par la majorité. Ce n'est pas nuire à la gauche que de tenir ces propos. Au contraire, la montée du désenchantement et de l'exaspération doit nous appeler à faire bloc autour de nos valeurs communes que sont l'égalité, la solidarité, la justice sociale et environnementale. Aujourd'hui, les Jeunes Écologistes demandent au président de la République et à son Premier ministre de fermer leur porte aux conservatismes économiques et aux profiteurs, et de l'ouvrir un peu plus à la jeunesse et à tous ceux qui souffrent et qui attendent encore que la gauche leur tende la main !

Monsieur le président, peu importe que vous ayez des couilles ou des ovaires, l'important c'est d'avoir du courage politique !

Véritable moment de « *catharsis* » selon Victor, cette réunion a suscité de nombreux échanges, nourris des messages envoyés par les militants dès la mise en ligne du visuel. Ils mettent au jour au moins trois problématiques qui, particulièrement prégnantes chez *Les jeunes écologistes*, confèrent à « l'affaire des couilles de François Hollande » son caractère emblématique.

Celle du rapport des *Jeunes écologistes* aux mondes de la communication et des médias, pour commencer. Reconnu comme « le visuel qui a le plus marché de toute l'histoire des *Jeunes écologistes* », il départage les militants non pas, comme on pourrait le supposer, en fonction du sexe des militants ni même de leur engagement dans « l'espace de la cause des femmes »¹⁴, mais en fonction de leur degré de tolérance et

¹⁴ Défini comme « l'ensemble des actrices engagées dans des collectifs spécialisés dans la lutte au nom des femmes et pour la cause des femmes, quels que soient la définition des termes de leur lutte et le site dans lequel elle se déploie ».

d'acceptation des codes employés de manière dominante par les professionnels de la communication. Le fait que certains militants affirment que « *Oui, c'est moche, beau, un peu con... mais malheureusement c'est ça qui marche* », que « *c'est aussi un peu [leur] rôle de faire des trucs décalés quitte à être borderline, encore qu'on a connu pire* » ou encore que Pauline, connue pour vouloir bien rire de tout à partir seulement du moment où l'on rira autant « *du vieil homme blanc* » que de tous les autres, avoue qu'elle a fini par ressentir « *une forme de fierté* » en constatant l'impact de l'action de communication montre bien que ce qui est en question ici concerne le degré de sacrifice des valeurs que *Les Jeunes écologistes* sont prêts à accepter pour obtenir une visibilité dans l'espace médiatique et, au-delà, dans le champ politique. Le visuel dit « des couilles de François Hollande » a donc fait « événement »¹⁵. Rappelant, comme le note un militant, que « *quand on distribuait des pommes bios ou quand on faisait de jolis communiqués de presse bien sages on n'intéressait personne* » et en partie justifié par le fait que « *la marque des Jeunes Verts/Jeunes Ecologistes a toujours été le second degré et la dérision* », il les renvoie à une interrogation qui concerne les limites du dicible, du faisable.

Et si les *Jeunes écologistes* ne peuvent y répondre, c'est que cette question en pose, en réalité, à une autre, qui a également structuré les échanges. Liant ce que l'on fait à ce que l'on est, elle autorise les militants à s'estampiller écologistes ou à dénier cette qualité à ceux qui ne semblent pas la mériter. Le travail d'« étiquetage »¹⁶ des prises de position relatives aux pratiques de communication détermine ainsi, dans le même temps, l'(il)légitimité des militants à se revendiquer écologiste. Si Alessandro et Victor ont reçu des messages du type « *T'as fait ça donc t'es pas écolo* », c'est bien que se joue ici quelque chose qui a trait au processus d'écologisation des militants et qui questionne en réalité la force socialisatrice de l'organisation. Qu'est-ce qui est écolo ou ne l'est pas et, par extension, qui est écolo ou ne l'est pas, s'envisage alors plus largement, en tenant compte des pratiques vestimentaires, alimentaires ou encore de loisirs des militants¹⁷, comme en témoigne Alessandro :

« *Même encore maintenant, on reste les machos, les pas écolos [...] ceux qui portent des chemises, ou qui aiment le foot [...] alors que je suis végétarien depuis plusieurs années...* ».

Victor considère, pour sa part, qu'il y a une forme de « *prolophobie* », de « *fascisme* » même, dans cette capacité des *Jeunes écologistes* à juger les pratiques et les trajectoires des militants. C'est cette forme d'intolérance qui explique d'ailleurs, selon lui, l'incapacité des écologistes à rallier de plus nombreux militants et électeurs.

D'après Laure BÉRENI, « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes », *Politix*, vol.2, n°78, 2007, pp. 107-132.

15 Au sens de rupture d'intelligibilité. D'après Alban BENSA et Éric FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, pp. 5-20.

16 Ici entendu comme travail de stigmatisation réciproque qui confèrent aux « étiquetés » de chaque camp le statut de déviants au regard de ce que devrait être l'orientation idéologique de l'organisation, et en connaissance des réserves que cette appellation peut susciter. Voir sur ce point, Howard S. BECKER, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, (Chicago 1963), 1985.

17 Il faut souligner que ce mécanisme d'étiquetage est en tous points similaire à celui que j'ai pu observer dans le parti vert. Je me permets donc de renvoyer ici au chapitre 3 de ma thèse *op. cit.* « Devenir vert. Apprentissages militant et (re)conversion des pratiques ». Sur le végétarisme comme pratique ultime dans le processus de conversion, voir Florence FAUCHER, « Manger vert. Choix alimentaires et identité politique chez les écologistes français et britanniques », « Manger vert. Choix alimentaires et identité politique chez les écologistes français et britanniques », *Revue française de science politique*, vol.48, n°3-4, 1998, pp. 437-457.

La crise déclenchée par le visuel départage ainsi ceux qui peuvent revendiquer des pratiques conformes à l'organisation et les déviants qui, interrogeant ses frontières, la mettent en question et très vite, dans l'esprit de nombreux militants, en danger. L'équation est ainsi rapidement posée : apprécier le visuel des « couilles de François Hollande » = accepter de sacrifier aux codes les plus avilissants du monde de la communication = ne pas être un vrai écologiste. Si pour les *Jeunes écologistes* le débat passe vite du « en avoir ou pas » au « en être ou pas », il interroge en réalité l'(in)capacité socialisatrice de l'organisation de jeunesse à laquelle ils appartiennent et dont ils se revendiquent malgré tout. Et de ce point de vue, force est de constater qu'à l'image du parti vert auquel ils sont inexorablement liés — et bien qu'ils revendiquent classiquement leur autonomie¹⁸ — *Les Jeunes écologistes* ont une influence inégale et différenciée sur l'écologisation des représentations et des pratiques de leurs militants. Ceci s'explique, d'une part, en raison du peu de temps passé dans l'organisation à un âge où les mobilités géographiques et les (re)flux de l'engagement sont fréquents, et d'autre part, au regard de l'inégale capacité des *Jeunes écologistes* à acculturer les entrants dont la variété des profils sociaux et des trajectoires militantes est en tous points semblable à celle de leurs homologues plus âgés du parti¹⁹.

La dernière problématique concerne, enfin, le type de structuration des *Jeunes écologistes* — organisé de manière fédérale — et le mode d'entrée — le plus souvent par réseaux de sociabilité pré existants — des militants.

Si l'autonomie des groupes locaux et le principe de subsidiarité qui conditionne les prises de décisions sont inscrits dans les statuts et les usages des *Jeunes écologistes*, le niveau fédéral exerce, tout d'abord, une forme de domination qui tient à sa force représentative vis-à-vis non seulement des militants qui élisent l'exécutif fédéral tout autant que les exécutifs locaux, mais également vis-à-vis du monde extérieur — et notamment des médias. Dans cette organisation fédérale, la complémentarité des exécutifs peut ainsi rapidement se transformer, en cas de crise, en antagonisme. Dans « l'affaire » que je traite ici, il a, d'une part, été nourri du fait que le groupe régional francilien — et en réalité surtout parisien du point de vue du recrutement militant — peut arguer de sa position de « vitrine » dans une France jacobine qui assimile rapidement Paris et échelon national ; et d'autre part, des conflits personnels antérieurs qui avaient opposés Maxime et Alessandro. Ce dernier avait en effet un temps été candidat au poste de secrétaire fédéral, avant de se retirer. Cet épisode, sur lesquels les enquêtés se sont peu appesantis, justifie sûrement en partie le « *fight constant* » qui qualifie, selon Victor, les rapports entre les deux exécutifs, et le « bras de fer » qui a structuré les échanges au moment de la crise, pendant laquelle Alessandro avoue qu'il « *n'étais pas le mieux placé pour discuter avec Maxime, d'autant que ces tensions s'exprimaient dans une forme de virilité qui participait de l'affrontement* ». L'appréciation de Pauline, soulignant que l'affaire « *a servi de grain à moudre dans le conflit avec le national* » prend ainsi tout son sens. Il faut par ailleurs noter qu'une partie du conflit tient à la capacité des *Jeunes écologistes*, acquise au fil de leurs socialisations primaires

18 Voir notamment sur ce point Lucie BARGEL, *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, Thèse pour le Doctorat en Science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2008 et *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Processus et lieux de socialisation politique*, Paris, Dalloz-Sirey, 2009

19 Je me permets de ce fait de renvoyer à la première partie « S'engager » de ma thèse *op. cit.*

et secondaires, à endosser aisément les « rôles »²⁰ disponibles dans l'organisation et qui prennent, sous l'effet de la crise, une importance particulière. Pauline dit ainsi s'être sentie « *en situation d'assumer* » alors qu'elle était critique envers le visuel, dans le même temps que Maxime a affirmé être « *dans [son] rôle en le faisant 'un peu autoritaire' pour rattraper le coup* ».

Enfin, le conflit entre l'exécutif francilien et l'exécutif fédéral s'est nourri du mode de recrutement et de la méthode de composition des exécutifs. Comme dans la plupart des groupes militants, le recrutement s'opère, chez *Les Jeunes écologistes*, à partir de réseaux de sociabilité pré existants. La plupart des militants se connaissent depuis longtemps, s'étant rencontrés au fil de leur scolarité ou de leurs engagements antérieurs, dans les associations de défense de l'environnement, les mouvements altermondialistes, le syndicalisme étudiant ou encore d'autres types d'organisation de jeunesse (le scoutisme notamment)²¹. Se cooptant au moment de former les exécutifs, ils sont généralement élus sans que des listes concurrentes n'aient émergé. Consensuelles, les équipes regroupent le plus souvent « *une bande de potes* », liés par une forme de solidarité qui dépasse l'organisation de jeunesse. Si elle leur permet, le cas échéant, de parler d'une seule voix dans les conflits entre les différents échelons de l'organisation, elle peut également pacifier les relations dans les moments de crise. Dans « l'affaire » analysée ici, ces liens de solidarité ont ainsi joués dans les deux sens : Pauline a été solidaire de ses camarades franciliens dans le conflit avec Maxime dans le même temps qu'elle était l'interlocutrice privilégiée de ce dernier afin de limiter les tensions avec Alessandro, qui a surtout échangé avec la co-secrétaire fédérale (binôme de Maxime) avec qui il avait eu une liaison.

Sociabilités (extra)organisationnelles et antagonismes de (prise de) positions ont ainsi conditionnés la crise tout autant que son dénouement. Les militants placés en première ligne ont en effet réussi à rédiger et publier une tribune commune, qui, si elle n'a pas eu le même retentissement dans les médias que le visuel initialement diffusé, a eu le mérite de pacifier, momentanément, les relations internes. Et ce d'autant plus que les problématiques de pouvoir ont rapidement et habilement été traduites en simple bonnes pratiques procédurales en matière de communication et que la question des rapports sociaux de sexe a été renvoyée à plus tard.

2/ L'humour « potache », ou la socialisation à un ordre des sexes toujours en débat

L'après crise peut s'appréhender en deux phases distinctes qui révèlent, en elles-mêmes, les modes sur lesquels les problématiques suscitées par la crise ont été réappropriées par l'organisation de jeunesse.

Une première phase concerne la gestion des conséquences directes de l'événement au sens de l'acte de communication. De ce point de vue, on peut lire dans la discussion proposée aux militants au pot mensuel du groupe francilien la volonté, non

20 Définis ici comme « l'ensemble des comportements qui sont liés à la position qu'on occupe et qui permettent de faire exister cette position, de la consolider et, surtout, de la rendre sensible aux autres », d'après « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, pp. 7-17.

21 Il faut noter ici encore la similarité des *Jeunes écologistes* et des adhérents d'EELV.

pas d'approfondir les questions soulevées sur le fond par la crise mais plutôt de procédurier la communication. Les discussions entre les membres de ce groupe, dont nous avons déjà souligné le caractère endogène, n'ont, sans surprise, pas été très vives. L'exécutif dont Alessandro et Pauline assument à ce moment la co-coordination n'a de ce fait pas eu de mal à faire acter un certain nombre de principes, ou plutôt de bonnes pratiques, relatives à l'élaboration et la mise en œuvre des campagnes franciliennes de communication. Il s'agit pour l'essentiel, de :

- « - *S'engager dans un meilleur équilibre entre urgence de réagir à l'actualité et le temps de prise de décision/diffusion ;*
- *Faire de la communication participative la règle ;*
- *si visuel concerne que des enjeux IdF : avoir retours sur « idf-debat »*
- *si visuel concerne des enjeux plus nationaux : avoir retours sur « idf-debat » et « gt comm' »²² ;*
- *Utiliser cet événement comme un levier pour notre communication à venir, grâce à une meilleure visibilité à présent ;*
- *Organiser prochainement une formation en Ile-de-France sur le "sexisme au quotidien". »*

Également présentées, avec une ambition « *tactique* » avouée, dans le cadre du forum des *Jeunes écologistes* qui s'est tenu une dizaine de jours après l'événement, ces procédures avaient un double but. Il s'agissait de prémunir les individus qui élaborent les campagnes de communication de toute critique en provenance des membres du groupe local — la procédure garantit ici le caractère collégial des décisions, et donc, la répartition des responsabilités des parutions entre tous les militants — et de les légitimer, par cette collégialité les actions conduites, aux yeux de l'échelon fédéral de l'organisation. L'autonomie du groupe francilien — et par extension de tous les autres groupes locaux — est ici réaffirmée, et la zone grise dans laquelle se négocient avec l'exécutif fédéral les actes de communication, laissée en l'état.

Quant à la question de savoir « *s'il est possible d'être efficace en communication sans véhiculer des messages sexistes* », elle n'a pas réellement été tranchée par *Les Jeunes écologistes*. Si nombre d'entre eux considèrent, à l'image de Pauline, qu'« *il est important de changer la façon dont l'on communique si l'on veut lutter contre le sexisme* » et que cela passe par le refus de souscrire aux formulations du langage courant qui est l'un des miroirs les plus probants de l'ordre des sexes, les militants ont plutôt fait le pari, de principe, qu'ils sauraient après cet événement plus qu'avant « *faire de super-géniaux supports de campagne, drôles et décalés, sans passer par un registre discriminatoire, vulgaire, stigmatisant ou violent* ». Ce pari repose en partie sur la perception subjective que leur organisation est de ce point de vue relativement en avance sur les autres, alors même que ce point de vue n'est pas partagé par l'ensemble des militants. Il faut d'ailleurs noter qu'ici, comme à EELV, ce sont les militantes qui sont le plus convaincues de cet état de fait, alors même que la parité des exécutifs cache tout aussi mal l'inégalité structurelle entre les sexes. On sait en effet que si les femmes sont nombreuses à être élues dans ce type d'exécutifs, c'est bien qu'ils concentrent l'essentiel des tâches concrètes et organisationnelles que les hommes les plus disposés à se professionnaliser dans les carrières politiques évitent justement d'assumer. L'événement provoqué par

²² Figurent ici les intitulés de listes de discussion utilisées par *Les Jeunes écologistes*.

« l'affaire » trouve ici une première limite, en ce qu'elle a finalement surtout contribué au renforcement de la « façade institutionnelle »²³ des *Jeunes écologistes*. La frontière tracée pour marquer la limite du dicible ne concerne en effet pas tant le contenu de ce qui est énoncé que le lieu de l'énonciation, ce que traduit bien le propos de ce militant : « *Ce n'est pas Victor qui est inacceptable, ni même une blagounette potache privée, c'est un propos sexiste public qui est inacceptable* ».

Quant à la question du sexisme, elle est bien difficile à traiter en tant que telle dans une organisation où l'esprit « potache » sert de façade institutionnelle. Chaque jour réactualisé pour servir la socialisation militante et la démarcation partisane, il sert les militants qui, largement disposés à la réflexivité sociale, savent déjà jouer de tous les registres disponibles pour prendre à revers les stéréotypes sociaux. Le « potache » peut malgré tout se révéler à double tranchant, nonobstant le caractère progressiste de l'organisation. Les relations amoureuses et/ou sexuelles, à propos desquelles tout jugement moral serait suspendu, ont par exemple été, un temps et d'une certaine manière, institutionnalisées. Un « système de points » permettait en effet de valoriser les relations en fonction de la position occupée par les militants dans l'organigramme des *Jeunes écologistes* et un « mur des ragots » ou « murs des potins » signalait régulièrement les relations connues, quitte à publiciser quelques infidélités ou à prendre à rebours les stratégies de séduction dans lesquelles les militants étaient engagés. Les *Jeunes écologistes* ont même présenté une année un graphique récapitulatif de toutes les liaisons répertoriées avant de réaliser le niveau de violence symbolique qu'impliquait, pour les militants cités, le fait d'apparaître de manière centrale dans le réseau ici objectivé des relations amoureuses et/ou sexuelles propres à l'organisation. Ces faits m'ont d'ailleurs été livrés sur un mode minimisé et dans le but de souligner que ces pratiques avaient pris fin depuis un temps sur lequel les militants, entendus séparément, ne s'accordent pas. Seul Maxime a souligné le caractère réellement stigmatisant et l'ambiance délétère que ce type de pratiques contribuaient à créer, focalisant en réalité l'attention sur les militantes les plus engagées dans des relations multiples et « *non exclusives* » qui ne sont officiellement pas jugées moralement mais qui invitent, malgré tout, à fabriquer quelques réputations... Il est ainsi peu surprenant que les paroles féminines, tout autant que féministes, peinent ici à se faire entendre. Et il y a fort à parier que n'ont pas été jugées de la même manière, au moment de « l'affaire » ou à l'occasion d'autres actions de communication, la parole des militantes défendant la cause féminine en dernier ressort et celle des militantes qui, au nom de leur appartenance conforme aux *Jeunes écologistes*, envisagent les actions de communication sur un mode « *artiste* », justifiant, par exemple, qu'elles se dénudent²⁴. Il faut malgré tout noter que les interactions entre les militants ne sont pas nécessairement épargnées par l'effet à double tranchant du « potache », tel réputation de « *séducteur* » tournant à la suspicion de la « *drague violente* » ou telle moquerie accompagnant le nom d'un militant qui aurait trouvé les capotes distribuées au moment de la campagne présidentielle d'Éva Joly parfaites alors qu'elles ont été jugées, par d'autres, « *peu résistantes* » et « *trop petites* ».

23 Entendue comme « effort pour paraître » et envisagée dans une perspective attentive à son caractère pluriel et évolutif. D'après Vanessa CODACCIONI, Nicolas MAISETTI et Florent POUPONNEAU, « Les façades institutionnelles : ce que montrent les institutions », *Sociétés contemporaines*, vol.4, n°88, 2012, pp. 5-15.

24 Je fais ici référence à une action antérieure des Jeunes écologistes qui a consisté à se peindre en vert, simplement vêtus d'une culotte ou d'un caleçon, pour dénoncer le greenwashing dans les entreprises. Proposée par des militantes dans le cadre des journées d'été d'EELV de 2012, elle avait déjà suscité quelques débats à l'intérieur de l'organisation.

C'est dans ce contexte organisationnel que l'exécutif francilien a mis en œuvre, dans une seconde phase, la dernière des propositions de son plan de sortie de crise, en organisant la première formation sur le thème du sexisme de l'histoire des *Jeunes écologistes*. Preuve qu'elle répondait à une demande et que le visuel avait bien fait événement au-delà des problématiques relatives aux questions de communication, elle a, de l'avis de tous les enquêtés, « *très bien marché* ». Organisée autour des interventions de deux associations engagées dans l'espace des luttes féministes (La Barbe et Osez le féminisme) et d'une chercheuse sur le genre dont le nom n'est pas cité, elle a inauguré une série d'ateliers participatifs sur le thème du sexisme au quotidien (ils tenaient encore, aux journées d'été d'août de cette année, une place de choix dans le programme du Forum ouvert des *Jeunes écologistes*) et permis la mise en place d'actions concrètes, au premier rang desquelles la création des « elfes de la nuit ». Représentés par des militants volontaires pour se relayer lors des soirées qui rassemblent tout ou partie des *Jeunes écologistes*, les « elfes de la nuit » veillent à ce qu'aucune violence, symbolique ou réelle, n'ait cours — et il faut ici saisir que la question du consentement à l'acte sexuel est au cœur de cette formulation — et, plus largement, à ce que chaque militant se comporte de manière décente avec ses semblables. Créés dans le but de prévenir toutes les sortes de débordements liés à la consommation potentielle d'alcool ou de stupéfiants, les « elfes de la nuit » ont, semble-t-il, démontré leur efficacité. Chaque militant ayant à ce jour été soit l'elfe de garde, soit le militant accompagné, chacun a en effet pu se rendre compte de la difficulté de vérifier le consentement et, par-delà, d'intervenir en cas de besoin sans rompre ni les relations amicales qui unissent les militants, ni l'unanimité organisationnel qui fait des *Jeunes écologistes* une organisation à la fois accueillante et conviviale. Une demande de formation aux fonctions remplies par les « elfes de la nuit » a même été formulée cet été, pour permettre aux militants d'intervenir de manière plus efficace et toujours en amont des situations qui pourraient se révéler problématiques. Avec ce dispositif, une forme supplémentaire de bienveillance a semble-t-il été institutionnalisée, qui est reconnue par les militants qui ont eu concrètement à être accompagnés par leurs pairs dans telle ou telle interactions qu'ils ne savaient plus maîtriser.

On peut ainsi saisir, au-delà de l'événement déclenché par « l'affaire des couilles de François Hollande », dont la mémoire se perd rapidement en raison du *turn over* militant (environ 50% par an), les effets, sur le long terme, de la crise qu'il a déclenché. Mettant l'organisation en question, elle a permis que soit au moins posé un ensemble de problématiques qui touchent autant à l'appréhension des actes de communication qu'à la socialisation des *Jeunes écologistes* aux inégalités et aux violences qui structurent les rapports sociaux de sexe, et ce, dans leur milieu militant comme dans la société tout entière. Socialisatrice à bien des égards, la crise n'aura ainsi pas seulement été l'occasion pour les militants de réaffirmer leur attachement à une forme d'engagement politique qui fait la part belle à la subversion des codes sociaux. Elle leur aura également permis d'affirmer leur capacité à se fondre dans la pluralité existante des modes d'« être écologiste », et qui m'autorise à penser que les plus disposés d'entre eux à s'engager en politique n'auront pas de peine à trouver leur « bonheur »²⁵ militant chez EELV.

25 Défini comme « sentiment d'intense satisfaction [qu']apporte l'appartenance à une institution, lorsque celle-ci permet [aux individus] d'agir comme ils désirent agir, ou — mieux — d'être ce qu'ils veulent être » d'après Jacques LAGROYE et Johanna SIMÉANT, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Pierre FAVRE et alii., *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 53-71.

*

Élué campagne de communication la plus rapide et la plus marquante de l'histoire des *Jeunes écologistes* par les médias et plus gros « bad buzz » par Cécile Duflot lors des journées d'été de l'année suivante, l'« affaire des couilles de François Hollande » a été, pour *Les Jeunes écologistes*, à double tranchant. Ayant fait leur réputation de trublions, et les ayant, dans le même temps, assignés à un registre de communication qui a justement été mis en question dans l'organisation et dont ils peinent à se défaire, le visuel fauteur du trouble autorise notamment les militants d'EELV à les interpeller sans cesse, sur le mode humoristique qu'autorise leur propre socialisation partisane. Invités à se « mettre à poil » et à chahuter les codes conventionnels de la communication et de l'ordre social dans des limites qui ne sont pas nécessairement signifiées, *Les Jeunes écologistes* tentent de jouer au mieux de ce stigmaté. S'y conformant ou le prenant à revers, en fonction des circonstances et des espaces d'expression qui leur sont ouverts, ils tentent ainsi, dans le même temps, de crédibiliser leurs positions de fond dans l'espace politique en conservant le ton « décalé » qui a fait leur réputation — à laquelle ils tiennent majoritairement.

Les contradictions de fond et de forme dans lesquelles ils sont pris paraissent néanmoins, et à bien des égards, insolubles. Elles font à mon sens tout l'intérêt de l'observation de ce groupe militant, pour peu que l'on prenne au sérieux la part « potache » et bien souvent sexualisée du mode sur lequel ils se livrent, et que l'on reconnaisse, comme je dois le faire, que dans ce texte tout n'a pas été dit, et qu'il reste donc, dans les restes de l'enquête dont il a été question ici, toujours d'autres restes...